



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Face aux multinationales, à la crise et à la guerre, la lutte entreprise par entreprise ne suffit pas !

La direction de Delhaize a obtenu d'un juge l'interdiction des piquets de grève. Ici comme ailleurs, le patronat n'hésite pas à s'appuyer sur les tribunaux pour gagner du terrain. Les travailleurs ne peuvent pas compter sur la loi pour faire respecter le droit de grève.

Surtout face à une multinationale comme Delhaize ! Les propriétaires et la direction des grands groupes opèrent main dans la main avec les autres capitalistes, les médias, les juges, les ministres, et autres responsables de l'Etat. C'est pour cela que les attaques sur le secteur de la distribution se succèdent entreprise par entreprise, sous l'œil complice du gouvernement, de la justice et de la presse.

Pour faire reculer ces capitalistes et les gouvernements, faire mal au portefeuille d'un seul groupe, comme Delhaize, ne suffit souvent plus, même pour obtenir un geste symbolique, ne serait-ce que pour contenter les directions syndicales. Les multinationales ont les reins plus solides que les travailleurs, qui eux, doivent se priver de salaire pour faire grève !

C'est hors de Belgique que Delhaize a, par exemple, réalisé la plupart de ses 2,5 milliards de profits de 2022. En outre, ces entreprises possèdent des trésoreries leur permettant souvent de supporter une perte de revenu bien plus longtemps que

ne le peut une famille ouvrière. Et puis, on le voit avec Delhaize, ce qui attend les travailleurs en lutte, ce sont les détachements d'huissiers et de policiers, il faut s'y préparer ! En étant plus forts !

Alors pour construire un rapport de force, le chemin à prendre ne peut commencer que par étendre la lutte à d'autres entreprises, à d'autres secteurs.

Le jour où un grand groupe, comme Delhaize, plie, c'est le jour où sa direction reçoit un coup de téléphone affolé d'autres patrons, comme ceux de Colruyt, Carrefour, Audi, Volvo,... qui voient avec effroi la grève s'étendre à leur propre entreprise et craignent un mouvement de l'ensemble des travailleurs.



C'est de ça dont ont véritablement peur les dirigeants du capitalisme, bien plus que de la perte de quelques millions d'euros... La petite minorité d'exploiteurs sait que cela devient autrement plus difficile de résister quand s'élève la force gigantesque de la majorité des exploités.

Alors pour se défendre des franchisements, des licenciements, des cadences infernales, des pertes de salaire, il n'y a pas d'autre solution que d'entraîner d'autres entreprises, d'autres secteurs dans la lutte. Cela signifie s'adresser et convaincre des travailleurs dans d'autres entreprises et dans les quartiers populaires, tous ceux qui sont prêts à engager une lutte de classe consciente et déterminée.

Pour les convaincre, il s'agit également d'élargir les mots d'ordre et les revendications ! On peut avoir des problèmes qui semblent différents : franchisation, licenciements, salaires, cadences... mais ils se résument tous à lutter contre l'augmentation des profits patronaux au détriment des salariés. On peut avoir des revendications différentes dans la même lutte.

Appeler seulement à la solidarité, au bon cœur, ne peut pas suffire à étendre le mouvement, surtout quand les menaces patronales se multiplient.

En revanche, puisque les travailleurs ont tous les mêmes intérêts, tous gagnent à rejoindre une grève qui a élargi ses objectifs à ceux de l'ensemble du monde du travail. Comme revendiquer des hausses de salaires, une véritable indexation sous le contrôle des travailleurs, l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous et

l'ouverture des livres de comptes pour voir où va l'argent !

Mais cette perspective ne viendra pas des syndicats. Ils sont démunis quand la lutte économique ne suffit pas, quand l'adversaire c'est le gouvernement et les multinationales. Cette perspective ne peut venir que de militants ouvriers conscients qu'il faut une lutte globale contre les capitalistes. Elle ne peut venir que de ceux qui, quand la grève démarre, sont préparés à défendre l'idée d'étendre la lutte, sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes !

De tels militants ouvriers, organisés au sein d'un parti communiste et révolutionnaire, manquent partout. Alors ce sont les directions syndicales qui prennent la tête des mouvements, mais elles sont incapables de proposer une lutte d'ensemble contre le patronat et le capitalisme. Reconstruire le parti communiste, qui regroupe et organise le travail politique des militants ouvriers est une urgence vitale pour le monde du travail !

Car la crise ne fait que s'approfondir. Les attaques patronales sur les salaires, les emplois et les allocations de chômage se multiplient et, si rien ne change, la situation des travailleurs ne fera que s'aggraver.

Alors, face à la crise et au risque de généralisation de la guerre qui se profile, il est urgent de préparer les luttes à venir !

Le cynisme du Vooruit

Le président du Vooruit (ex SP.a) Conner Rousseau court derrière la N-VA, il a proposé de limiter les allocations de chômage dans le temps.

Socialistes ou non, tous les partis gouvernementaux sont en fin de compte d'accord pour attaquer les travailleurs avec ou sans emploi,

pour défendre les profits des capitalistes.

Le cirque du PS...

Face à la proposition de De Croo, Bouchez et Rousseau de limiter le chômage dans le temps, le PS joue les effarouchés. C'est que les élections ne sont pas si loin !



Mais beaucoup de travailleurs n'ont pas oublié qu'en 2012, c'était le PS qui a restreint le droit au chômage et introduit la dégressivité des allocations. Suite à ces mesures, des dizaines de milliers de travailleurs se retrouvent aujourd'hui au CPAS ou sans rien du tout quand ils perdent leur emploi, et en particulier les femmes !

Le parlement wallon saura-t-il sauver les meubles ?

Au parlement wallon, ils ont trouvé un nouveau sens à l'expression « promotion canapé ». Pour singer un peu la grande bourgeoisie qu'ils servent, les parlementaires n'ont pas hésité à s'acheter des fauteuils à 4 000€ l'unité ou des sofas à 18 000€, avec l'argent du contribuable évidemment. Leur prétendue « démocratie » parlementaire finira là où elle a le plus sa place, dans les poubelles de l'histoire.

Ils jouent avec notre argent

Le parlement wallon vient d'offrir la coquette somme de deux millions d'euros à des entreprises du jeu vidéo

en Wallonie sous prétexte de développer l'emploi.

Alors que les moyens manquent partout et que les budgets sont dans le rouge, les partis au pouvoir, dont le PS, continuent de faire de coûteux cadeaux à leurs maîtres ou amis capitalistes !

Liens fusionnels entre haute administration et capitalistes

L'entreprise bpost et le gouvernement se sont arrangés pendant des années pour manipuler des marchés publics relatifs à la distribution de journaux, au traitement des amendes routières, à l'envoi des plaques d'immatriculation et à la gestion des comptes de l'Etat. Ils ont ainsi surfaturé ces services à l'Etat pour plus de 500 millions d'euros.

Ce genre de manipulation est un moyen bien pratique pour subventionner – aux frais des travailleurs – les actionnaires privés de l'entreprise (bpost est maintenant cotée en bourse).

Bpost n'est pas l'exception, mais plutôt la règle. Pour se servir ainsi de leur Etat pour leurs affaires, les capitalistes utilisent leurs innombrables liens avec les hauts fonctionnaires et les ministres.

Dans le cas de bpost, deux de ses employés travaillaient directement au sein du cabinet de la ministre De Sutter (chargée d'organiser les contrats publics avec bpost) et étaient payés par l'entreprise !

C'est une pratique bien répandue : de nombreux cadres des grandes industries et du patronat travaillent dans les ministères et les cabinets ministériels pour faire valoir plus facilement encore leur intérêt de classe ou l'intérêt de leur entreprise auprès du gouvernement.

Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

Mesures d'économie sur les genoux !

L'Inami, le service gouvernemental de la santé, veut faire des économies budgétaires sur les opérations du genou pour les plus de 50 ans. D'après l'organisme, beaucoup de ces opérations ne seraient pas justifiées puisque les douleurs seraient causées par de l'arthrose due à la vieillesse, et pas par des accidents ou des problèmes de ménisques ! L'Inami veut donc imposer un quota maximum d'opérations aux médecins.

Bien que les opérations chirurgicales ne soient pas toujours la panacée, surtout quand beaucoup d'ouvriers savent que certains chirurgiens sont des « bouchers » peu regardant, les motivations de l'Inami ne sont médicales qu'en apparence.

Il s'agit avant tout de faire des économies sur des opérations qui ont pour but de soulager les douleurs dues au vieillissement et qui ne servent donc pas à réparer des ouvriers pour les remettre au travail.

La médecine devrait être accessible à tous, tout au long de la vie. Mais dans le système capitaliste, elle ne devient qu'un moyen de garantir les profits du patronat. Que ce soit par la cherté des médicaments et des interventions, ou en se limitant à réparer les travailleurs cassés par des charges de travail insupportables, et ainsi les renvoyer à l'exploitation.

Emprunter aux capitalistes, pour donner aux capitalistes

L'Union européenne refuse les subsides du « plan de relance » à l'État belge tant qu'il n'aura pas réduit plus fortement les pensions.

Alors, en attendant de trouver un accord pour appauvrir les retraités, et ainsi débloquer les subsides, l'État belge emprunte des centaines

de millions auprès des banques pour financer le « plan de relance » !

Cela revient à emprunter aux capitalistes, en s'engageant à leur payer des intérêts, pour... faire des cadeaux aux capitalistes !



Évidemment, c'est à la population que l'État imposera le remboursement de l'emprunt et le paiement des intérêts ! Mais les travailleurs n'ont pas à payer cette dette qui n'est pas la leur ! Et si les banques cherchent un débiteur, qu'elles se tournent vers tous les actionnaires qui profitent du « plan de relance » et de tous les cadeaux que leur font l'État !

Profit bancaires



Malgré les faillites bancaires et la hausse des taux, la banque BNP Paribas (dont fait partie sa filiale Fortis en Belgique) a réalisé un bénéfice de 4,4 milliards d'euros rien qu'au premier trimestre de 2023, l'équivalent de 40 000 salaires !

Ces profits viennent tant des prêts et des opérations financières avec les grandes entreprises, que de la gestion de comptes et de crédits à la population. Ces profits ont été générés sur le dos des travailleurs : que ce soit directement par l'exploitation de leur travail, ou indirectement par les crédits qu'ils doivent contracter ou par les frais bancaires qu'ils doivent payer.

Ces bons résultats n'apporteront rien de positif aux travailleurs, pas même aux employés de BNP Paribas :

la banque a annoncé il y a deux mois vouloir supprimer 921 postes dans le secteur du crédit à la consommation en France. Pour faire encore plus de profits, la banque fait des centaines de chômeurs et rend les agences encore plus injoignables !

Banques : les remèdes d'aujourd'hui sont les poisons de demain

La banque américaine *First Republic* en faillite a été sauvée par le gouvernement américain. C'est la troisième banque américaine qui fait faillite en quelques semaines en plus d'une série de banques régionales.

Face aux incertitudes sur la viabilité des banques, pas mal d'entreprises retirent leurs dépôts des banques locales pour les placer dans des banques plus importantes censées être plus solides.

L'État américain a dû intervenir pour renflouer les banques en faillite à coups de milliards, pour les revendre ensuite à prix cassés à d'autres banques plus grandes – permettant par la même occasion que le secteur bancaire soit dans les mains d'un groupe encore plus petit de capitalistes.

Le système capitaliste est rempli de contradictions ingérables pour ses dirigeants et génère continuellement de nouvelles crises. Et la situation actuelle risque de déboucher sur une nouvelle crise financière.

Un vieux routier de la finance comme Charlie Munger, associé à l'un des principaux groupes financiers mondiaux, prévient : « une tempête se prépare sur l'immobilier commercial américain ».

Si la crise s'aggrave, ce qui est probable, les États se trouveront à devoir sauver les plus grandes banques et les banques centrales elles-mêmes. La crise serait alors plus violente que celle de 1929, qui ne s'est terminée qu'avec la deuxième guerre mondiale.

Télénet disjoncte

Le fournisseur internet a voulu « moderniser » son service avec une nouvelle plateforme.

En fait de modernisation, la plateforme a surtout exaspéré les clients qui sont 1 800 à avoir porté plainte depuis janvier : des semaines pour activer un modem, des tarifs sociaux facturés au prix fort, des demandes de résiliation de contrat qui ne sont pas prises en compte, etc.

En quatre mois, l'entreprise n'a toujours pas réglé les problèmes. Elle en a pourtant les moyens, avec le milliard d'euros de bénéfices qu'elle a réalisé en 2022...

Telenet tient plus à ses actionnaires, à qui elle a versé 108 millions de dividendes, qu'à ses clients !

Y a-t-il un pilote dans l'avion ?

Airbus et d'autres compagnies aériennes développent le projet de réduire le nombre de pilotes par avion de 2 à 1. L'objectif serait de remplacer le second pilote par une « intelligence artificielle » dès 2025.

Les patrons des compagnies aériennes mettent en jeu la sécurité des passagers pour pouvoir licencier du personnel et tirer plus de profits. Face à la gestion capitaliste, les associations de pilotes s'insurgent contre ce qu'elles appellent une folie !

La technologie n'est jamais entièrement fiable, les pilotes non plus, c'est l'association des deux qui améliore la sécurité des passagers.

Mais Airbus ne veut pas s'arrêter et en janvier 2023 il annonce avoir réussi à faire atterrir un avion sans aucun pilote.

Les avancées technologiques peuvent améliorer la sécurité des vols en aidant les pilotes, mais aujourd'hui elles servent à licencier toujours plus.

Dividendes en hausse

Les bénéfices de l'entreprise pétrolière ExxonMobil ont doublé au premier trimestre, par rapport à 2022, pour atteindre 11,4 milliards de dollars.



Alors que partout, les populations ont des difficultés croissantes pour payer le plein d'essence ou se chauffer, Exxonmobil verse 8,1 milliards de dollars aux actionnaires ce premier trimestre. Cela représente vingt fois le coût du nouvel hôpital CHR de Liège !

Le cours du baril de pétrole est tombé au plus bas depuis 2 ans mais les prix à la pompe continuent d'être insupportables pour la population.

Delhaize : la « Justice » montre son vrai visage

Alors que les travailleurs de Delhaize dénoncent et luttent depuis deux mois contre la franchisation des 128 magasins intégrés, la direction a obtenu du tribunal de première instance de Bruxelles l'interdiction des piquets de grève dans tout le pays.

La soi-disant Justice et l'Etat montrent leur vrai visage : les lois sont faites par et pour les patrons. Pour gagner contre les actionnaires et les patrons, il n'y a rien à attendre ni des gouvernements ni des juges.

Ce n'est que si le mouvement de grève s'étend largement dans le secteur de la distribution et en réalité à tout le pays, que les travailleurs pourront imposer un rapport de force face à la bourgeoisie. Dans ce cas-là, les tribunaux et la police seront bien incapables d'empêcher les piquets.

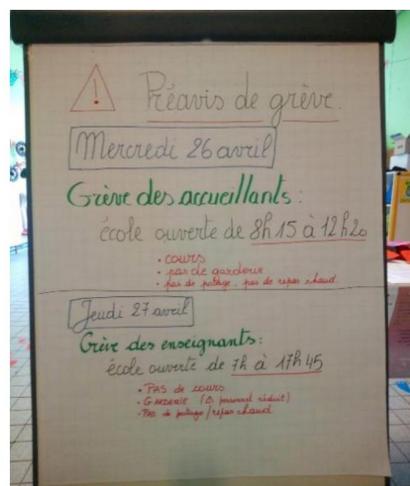
Carrefour : nouvelles attaques

Après Mestadgh, Makro, Delhaize, Dreambaby... ce sont maintenant les travailleurs de Carrefour qui sont attaqués. Le CEO de Carrefour déclare vouloir faire des économies et fait pression sur les salaires, pour ne pas « devoir » franchiser l'ensemble des magasins comme chez Delhaize.

C'est un chantage pour exiger de nouveaux sacrifices de la part de ses salariés. En 2021, il avait déjà fermé l'entrepôt de Nivelles, avec le licenciement de 600 salariés et des difficultés dans les approvisionnements des magasins.

Les patrons de la grande distribution se font la concurrence à qui exploite le plus violemment les salariés. Seule l'union des travailleurs en lutte pourra les faire reculer !

Mardi les CPAS, mercredi les crèches et jeudi les profs



Mardi 25 avril, 19 CPAS de la région bruxelloise étaient à nouveau en grève et manifestaient. Ils revendiquent des hausses de salaire, un refinancement général et une baisse des heures de travail sans perte de salaire.

Les conditions de travail dans les CPAS ne cessent de se détériorer alors que les demandes sont de plus en plus nombreuses. La politique

d'exclusion du chômage décidée à l'époque par le gouvernement Di Rupo, ainsi que les mesures d'économies sur le secteur public qui se multiplient depuis, ont créé cette situation impossible pour les travailleurs des CPAS.

Le lendemain, le mercredi, c'étaient des travailleurs des crèches qui manifestaient et le jeudi c'étaient les enseignants qui étaient en grève ! Les problèmes sont partout les mêmes : les besoins de financement des services publics ! Ensemble, tous les secteurs de la société, publics et privés, auraient la force d'imposer leurs revendications aux gouvernements et au patronat qu'ils servent !

Manifestation des enseignants



Jeudi 27 avril, entre 4 000 et 6 000 salariés de l'enseignement ont manifesté à Bruxelles à l'appel des syndicats.

Cette manifestation a été une fois de plus l'occasion de discuter entre collègues des problèmes qui sont les mêmes quels que soient les réseaux... et les secteurs.

Ainsi face au tract syndical, une enseignante exprime « ils ne parlent pas du principal, les salaires », une autre raconte qu'elle est obligée de tout acheter en seconde main, « Je dois faire attention à la bouffe alors que je travaille à temps plein, ça me rend malade ».

La question des salaires des parents d'élèves est aussi un problème : comment enseigner à des élèves qui dorment en classe et qui n'étudient pas car ils travaillent la soirée ou une partie de la nuit pour subvenir aux besoins de leur famille ?

La grève des travailleurs des CPAS et de la petite enfance la veille ainsi que celle de Delhaize étaient dans les têtes et beaucoup avaient le sentiment qu'il faudrait s'y mettre tous ensemble.

0/20 pour les ministres

L'enseignement c'est : des classes trop nombreuses dans lesquelles on ne peut pas s'occuper de chaque élève, des cours non donnés par manque de professeur, des cours non donnés car il faut pallier au manque d'éducateur et de pms (psycho-médico-sociaux) et aider les élèves face à leurs difficultés administratives, des cours raccourcis par le temps passé à nettoyer sa classe car il manque de personnel d'entretien, des erreurs de salaires car il manque des collègues au service du personnel, des contrats précaires avec lesquels on ne sait jamais combien on va gagner...

Le projet d'évaluation des enseignants c'est : casser le statut de fonctionnaires nommés afin de multiplier les contrats précaires pour économiser sur les salaires et tenter de limiter les critiques et l'expression de la révolte.

Soyons nombreux !



Les syndicats appellent à une manifestation le 22 mai pour défendre les droits syndicaux et contre le « dumping social ».

Delhaize a en effet montré encore une fois que le patronat, pour sauver ses profits, est toujours prêt à sacrifier les salaires des travailleurs et le peu de droits qu'ils ont. Et les actionnaires sont prêts aussi à se débarrasser des syndicats.

Soyons le plus nombreux possible à la manifestation : pour nos salaires, nos conditions de travail, notre santé,

notre dignité. Et faisons-en une étape de la mobilisation nécessaire pour faire payer les actionnaires, leur interdire de licencier et leur enlever le pouvoir de nous mener à la catastrophe de la guerre.

Incertitude à Liberty Steel

Le 28 avril, le tribunal a décidé de rejeter les trois offres de reprise de Liberty Steel à Liège. 600 travailleurs et leur famille vivent depuis 2021 dans l'inquiétude des licenciements.

En 2019, les deux sites d'usage d'ArcelorMittal étaient repris par Liberty Steel qui promettait un investissement de 100 millions d'euros. Finalement, aucun investissement n'a été réalisé et entre les difficultés d'approvisionnement et des usines qui tournent au ralenti, la situation des travailleurs n'a fait que se détériorer.

L'entreprise est déclarée en réorganisation judiciaire en novembre 2022 par le tribunal. Attirés par l'odeur du sang, les requins capitalistes essaient depuis lors de s'arracher les meilleurs morceaux.

Arcelor par exemple propose de reprendre uniquement 100 ouvriers et la section la plus rentable des usines, laissant de côté les travailleurs les plus âgés ou ceux qui ont été cassés par le travail. Une autre offre est celle de... Liberty Steel, la compagnie à l'origine des problèmes, qui essaye de conserver le contrôle des usines en passant par une branche roumaine de la compagnie. Le capitalisme marche sur la tête !

Ces deux offres ont été refusées car, selon la Région wallonne, « elles ne permettent pas d'envisager la pérennité de l'entreprise » ou sont jugées discriminantes pour les travailleurs avec des problèmes de santé.

Les capitalistes jouent au monopoly et les travailleurs paient... jusqu'à la prochaine révolte contre cette société !

Armée = danger

Depuis que Jürgen Conings, ex-caporal et instructeur de tir dans l'armée, est rentré chez lui avec des armes de guerre et a menacé des personnalités publiques, l'armée s'est trouvée obligée de mener quelques enquêtes en interne. Quelques mois après l'affaire Conings, c'est un autre officier qui se voyait retirer son habilitation à consulter des informations classifiées avant d'être renvoyé. Aujourd'hui un troisième militaire d'extrême droite, adepte des combats clandestins, a été exclu à son tour.

L'armée belge, comme la majorité des armées du monde, est noyauté par l'extrême droite, et ce n'est pas un hasard. Les partis d'extrême droite se préparent à défendre le capitalisme par la violence lorsque les travailleurs et la majorité de la population se révoltent.

L'extrême droite est le dernier recours de la bourgeoisie lorsque la population refuse la conséquence des crises : le chômage massif, la réduction des salaires et la mobilisation militaire.

Pour l'extrême droite, l'armée régulière est un bon endroit pour apprendre et disposer d'armement en vue de servir de chiens de garde du capitalisme en crise contre la population.

Se défendre contre l'extrême droite

Renvoyer des militaires d'extrême droite qui se sont trop affichés ne fera pas reculer leur idéologie. La hiérarchie militaire n'a aucunement la volonté d'écarter les racistes, sexistes, nationalistes, nombreux dans l'armée et dans la police, qui seront les derniers remparts contre les révoltes. Quant à ceux qui sont licenciés de l'armée, ils gardent leurs réseaux, et pourront toujours servir à la bourgeoisie comme base pour de futures milices fascistes.

L'instauration d'une journée du 8 mai, en commémoration de la lutte contre le nazisme, proposée par les partis écologistes, socialistes et les syndicats ne suffira pas pour supprimer les milices fascistes.

La seule manière de lutter contre l'extrême droite, c'est de discuter de nos intérêts de travailleurs, de s'unir indépendamment de toutes les frontières, des langues et couleurs de peau, pour être plus forts que les défenseurs des capitalistes !

Crise capitaliste de l'eau



En Espagne, le mois d'avril 2023 a été le plus sec jamais enregistré, accentuant la sécheresse qui sévit dans le pays. Des processions religieuses sont organisées pour implorer la pluie, mais la crise de l'eau ne vient pas du ciel. La pénurie d'eau est une conséquence de la gestion capitaliste de la société. Les sécheresses se multiplient avec le dérèglement climatique, et les réserves souterraines sont alors accaparées au bénéfice des grandes entreprises, des exploitations agricoles ou des terrains de golf pour les riches.

En Belgique, comme dans les autres pays d'Europe, 1 litre sur 5 de l'eau injectée dans le réseau est perdue à cause du manque d'entretiens des canalisations !

Tant que le profit dirigera la société, les sécheresses et les périodes de canicule continueront d'empirer. Et tant que les réserves d'eau seront contrôlées par les capitalistes, des millions d'êtres humains en seront privés !

Faim dans le monde

L'ONU vient de publier un rapport sur l'aggravation de la faim dans le monde.

Plus de 250 millions de personnes sont considérées en insécurité alimentaire aiguë, le stade juste avant la famine. C'est trois fois plus qu'il y a six ans. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, affirme que ce rapport est « *un réquisitoire cinglant sur l'échec de l'humanité à faire progresser l'objectif (...) d'éradiquer la faim.* »

L'accusation ne devrait pas être portée sur l'humanité, mais sur le capitalisme.

LO France

Grève à Hollywood

A Hollywood, les scénaristes - les travailleurs qui écrivent les scénarios des séries et des programmes TV - se sont mis en grève pour obtenir des hausses de salaire ! Cette grève pourrait durer plusieurs mois comme en 2008.

Même à Hollywood les travailleurs sont en grève, et ce n'est pas du cinéma !

Bouffonneries



La presse et les gouvernants se pâment devant le couronnement de Charles III. Ces bourgeois sont décidément bien arriérés, à célébrer des rites féodaux dépassés depuis des centaines d'années... et coûteux !

Ceux qui n'apprécient pas ces pratiques archaïques, et manifestent pacifiquement, ont été intimidés et réprimés : c'est ça leur démocratie !

Il est largement temps qu'on balaie ces institutions poussiéreuses !

Congo : les racines impérialistes de la guerre au Kivu

Le cycle de guerres qui s'enchaînent depuis des dizaines d'années au Kivu, la région orientale du Congo, vient de prendre une nouvelle ampleur. Le groupe armé M23, soutenu par le gouvernement rwandais, s'est lancé dans la conquête de la ville de Goma, plaque tournante des minerais congolais. Le groupe sème la terreur sur son chemin, multipliant les massacres, pillant les populations locales et déclenchant la fuite de plus de 30 000 personnes.



Les Etats européens, dont la Belgique, ont divisé cette immense région en États artificiels et concurrents lors de la domination coloniale : Congo belge, Congo français, Rwanda, Ouganda... Depuis, tous les conflits de la région tournent autour du contrôle des ressources naturelles.

Les immenses richesses minières du Congo font depuis des décennies le malheur de sa population, de nombreux groupes armés s'affrontent pour le contrôle des minerais.

Pour recruter, les milices ou les rebelles n'hésitent pas à s'appuyer sur les tensions ethniques. À Goma, dans la ville assiégée par le M23, l'armée congolaise pousse à la haine contre les rwandophones qui habitent pourtant la région depuis bien avant que les États européens ne créent des frontières arbitraires entre le Rwanda et le Congo. Certains congolais craignent même que les tensions ne débouchent sur un nouveau génocide, tant les propos

entendus peuvent être violents (« on va les tuer »).

Cette situation catastrophique est le résultat du pillage colonial et néocolonial du pays. Pendant des années, les capitalistes belges de la Société Générale ont formé au Congo une caste de militaires violents, prêts à tout pour obtenir des primes par une exploitation sans merci des travailleurs congolais. Cette caste a continué à servir les intérêts impérialistes occidentaux sous Mobutu, qui a fait exploser la dette publique du Congo avec les « éléphants blancs », ces projets de construction famélique mais inutiles et ruineux, à part pour les profits juuteux des grands groupes capitalistes.

Depuis la chute de Mobutu en 1997, qui maintenait l'unité du pays par la répression, le pays a vu s'enchaîner les guerres civiles entre les différentes parties de l'armée et les pays voisins, chacun cherchant à contrôler une partie rentable du territoire.

Si les multinationales ne sont plus directement présentes sur le territoire congolais, c'est seulement parce qu'elles sous-traitent le sale boulot à des entreprises spécialisées avec la complicité des institutions internationales.

Par exemple, la certification ITSCI, reconnue par l'OCDE, qui est censée assurer que les minerais qu'elle certifie ne viennent pas du travail des enfants ou n'ont pas servi à financer des groupes armés, se retrouve à faire exactement le contraire. Une enquête de Global Witness a montré que plus de 90% des minerais certifiés ne correspondent pas aux critères, ce qui n'a déclenché aucune réaction de l'institution.

Cette certification sert uniquement à blanchir l'origine des minerais pour éviter une mauvaise publicité... Ces minerais sont ensuite envoyés à des entreprises exportatrices, avant d'être revendus à Apple, Tesla, Intel, HP, etc.

Ce sont les mêmes capitalistes occidentaux, qui profitent largement du pillage des ressources congolaises, qui soutiennent l'appareil d'État corrompu des pays africains. Ainsi au

Congo, 68% du budget de l'État part dans les revenus ou l'entretien de la bureaucratie.

Ce sont bien évidemment les populations qui subissent toutes ces violences. Pour elles, ce sont les massacres, les viols, les villages et plantations brûlés, le bétail volé. Les survivants sont condamnés à un travail forcé dans la mine, sous la menace des groupes armés. Lorsqu'un groupe rival s'empare de la mine, ce sont les premières victimes. Aujourd'hui, 40 000 enfants doivent y travailler, ils doivent parfois descendre sous la surface plus de 24 heures pour récolter les précieux minerais. Le travail est insoutenable et payé une misère : pour un sac de 50kg, obtenu au fond de la mine, transporté ensuite plusieurs jours à pied dans la jungle, les travailleurs obtiennent tout juste 4€... Le sac se revendra à 930€ sur le marché mondial !



Contrairement à ce que prétendent les ministres occidentaux qui se bousculent pour proposer leur aide militaire, à commencer par la Belgique, aucune paix ne viendra des États impérialistes. Ce sont eux qui ont démarré l'incendie, qui l'alimentent, et qui cherchent à capter les richesses du pays et à exploiter ses travailleurs pour leurs bourgeoisies nationales.

Aucune paix n'est possible sous le capitalisme. Mais l'exploitation impitoyable que subissent les travailleuses et les travailleurs congolais suscite sans cesse plus de révolte et de colère. Le seul espoir réside dans leur mobilisation victorieuse contre le capitalisme !

Marche à la guerre



La guerre en Ukraine a déjà fait des centaines de milliers de victimes des côtés ukrainien et russe et des millions de déplacés. Le conflit a fortement accéléré le réarmement des pays industrialisés, en particulier en Europe. Tous les gouvernements se préparent à la guerre en augmentant les budgets militaires, en formant la jeunesse à la discipline et en tentant d'enrôler les populations derrière les armées.

Des profits illimités pour les marchands de mort

Cette demande accrue de matériel militaire fait le bonheur des marchands de canon. Leurs profits et leur valeur boursière explosent. Un industriel allemand se réjouit d'être « sûr de vendre » ses radars militaires, « tant la demande est élevée ». Dans les usines d'armement, la production se fait désormais à la chaîne, les délais sont raccourcis car les gouvernements sont pressés d'acheter. Le ministre allemand de la défense donne l'ordre d'acheter « ce qui est disponible sur le marché partout où c'est possible ; acheter des produits standards, et opter en cas de doute pour la version la plus rapide à livrer ».

Passage à l'économie de guerre

Les objectifs des gouvernements et des capitalistes sont clairement affichés : la Commission européenne annonce désormais passer à une « économie de guerre ». Pour cela, elle va faciliter le travail de nuit et le weekend dans l'industrie de

guerre, simplifier l'octroi de permis pour la construction de nouvelles lignes de production et assouplir les règles de marché public pour que la production d'engins de guerre et de munitions augmente. La Commission prévoit même la possibilité de forcer les industriels à produire davantage pour les besoins militaires.

Guerre sans fin en Ukraine ?

Les gouvernements occidentaux fournissent d'importantes quantités d'armes à l'Ukraine... tout en sachant que l'armée ukrainienne n'a pas les moyens humains de vaincre l'armée russe, qu'elle n'a même pas les forces pour reconquérir et occuper la Crimée, contrairement aux déclarations des plus va-t-en-guerre ukrainiens.

En face, en Russie, les dissensions au sommet de l'Etat se manifestent. Prigojine, le patron de l'armée privée Wagner, menace Poutine parce qu'il ne recevrait pas assez de munitions... Mais la Russie les a-t-elle ? Poutine peut-il maintenir les efforts de guerre ?

Si Poutine tombait, il aurait des remplaçants, peut-être comme Prigojine, peut-être encore plus déterminés à aggraver la guerre.

C'est pour cela que les dirigeants occidentaux misent sur l'affaiblissement de la Russie dans une longue guerre, mais pas sur le renversement de Poutine, ce qui ouvrirait une grave incertitude politique et militaire.

Alors les populations ukrainiennes et russes continuent de souffrir et les soldats ukrainiens et russes de mourir !

Mayotte : opération « guerre aux pauvres »

Le 25 avril devait commencer l'opération Wuambushu à Mayotte, une petite île du Pacifique, ancienne colonie française devenue département français. Une opération militaire de démolition des bidonvilles avec 1 800 policiers, des blindés et des hélicoptères. Un déploiement de force pour faire la

guerre aux pauvres, mettre 5 000 personnes à la rue et les renvoyer dans les îles voisines des Comores, anciennes colonies françaises aussi, devenues indépendantes.

L'Etat français envoie ses chars contre une pauvreté qu'il a lui-même engendrée et désigne les « étrangers » comoriens comme responsables.

Mayotte est le département le plus pauvre de France avec 80% des personnes vivant sous le seuil de pauvreté, avec les violences qu'elle engendre. Un département qui manque d'école, d'hôpitaux et d'accès à l'eau potable et à l'électricité.

Ce déploiement a fait croire à des jeunes qu'ils allaient être expulsés, ce qui a provoqué des affrontements encore plus violents avec la population. Une possibilité de surrenchérir pour le vice-président du département de Mayotte qui ajoute « il faut peut-être en tuer ».

En utilisant les « étrangers » comme bouc-émissaire, l'Etat attise la division entre les Comoriens et les Mahorais de Mayotte. Après la pauvreté, le personnel politique n'a que des chars et des appels aux meurtres à offrir à la population.

27, 28 et 29 mai : la fête de Lutte ouvrière

La fête de Lutte ouvrière aura lieu les 27, 28 et 29 mai à Presles (Val-d'Oise).

C'est l'occasion de venir discuter fraternellement entre travailleurs.

Nos amis peuvent se procurer cartes et bons auprès de nos camarades.

Suivez-nous sur Facebook :

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !